



## Une bibliothèque militante à la Grange-aux-Belles n°20 - juin 2026

Lorsque vous venez dans les locaux nationaux de l'Union, passez voir cette bibliothèque, votre bibliothèque. Elle est située au 2<sup>ème</sup> étage, dans la cafeteria. Les livres sont à disposition. Servez-vous et ... pensez à les ramener. Pour les camarades qui n'ont pas l'occasion de venir à un Bureau national, un Comité national, une formation syndicale, une réunion de commission Solidaires, un conseil fédéral ou quoi que ce soit organisé dans ces locaux, vous pouvez nous contacter si vous avez besoin d'un livre, ou de plusieurs ; on fera le nécessaire pour que vous y ayez accès.

De note en note, nous alternons entre la mise en avant d'un thème (déjà traités : féminisme, Amérique du Nord, éducation, Asie) et celle d'une maison d'édition (déjà traitées : Divergences, L'échappée, Syllepse, Rue des cascades).

Pour ce numéro, voici quelques livres sur mai/juin 1936, le Front populaire, en France.



Pour nous contacter :  
[lina.cardenas@cefi.solidaires.org](mailto:lina.cardenas@cefi.solidaires.org)  
[mahieux@laboursolidarity.org](mailto:mahieux@laboursolidarity.org)



Editions Agone-----Editions Agone



DANIEL GUÉRIN

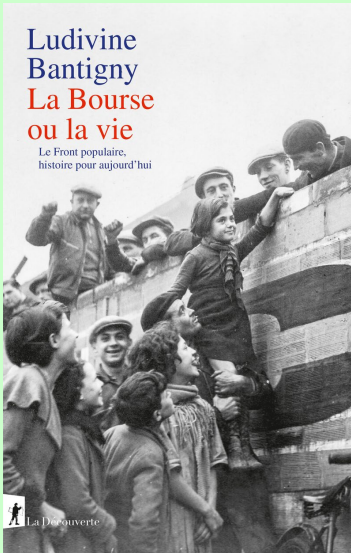
### Front populaire, révolution manquée

Avant-propos de Charles Jacquier  
 Postface de Barthélémy Schwartz



« À travers tout le pays, les travailleurs étaient en grève, et ils occupaient les usines. Ils avaient trouvé une nouvelle forme d'action directe : la grève sur le tas. Ils l'avaient choisie eux-mêmes, en dehors et contre la bureaucratie syndicale, parce qu'ils estimaient à juste titre que ce moyen de pression serait plus sensible aux capitalistes que les simples grèves d'antan " dans le calme et la dignité ". Au lendemain du 1er mai, passant aux actes, les ouvriers de l'usine Bréguet, au Havre, avaient occupé les ateliers. Latécoère à Toulouse, Bloch à Courbevoie avaient suivi l'exemple. Le mouvement avait pris très vite le caractère d'une vague de fond. Le pays que Blum s'appropriait à gouverner n'était déjà plus celui qui, quelques semaines plus tôt, avait porté le Front populaire au pouvoir. Le rapport des forces sociales était renversé. Cette grève générale avait surgi spontanément de la conscience ouvrière et elle avait des mobiles élémentaires : la crise économique et les décrets-lois déflationnistes qui avaient durement frappé une partie des salariés. L'unité syndicale enfin scellée, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement populaire ouvraient aux masses paupérisées la perspective d'un changement radical. »

Comme pour tout grand mouvement social, comprendre les raisons de son échec alimente la mémoire des luttes afin d'en tirer les leçons. En ce sens, ce livre est un véritable classique de l'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle.



Le Front populaire reste un moment mythique. Entre 1934 et 1938, les gauches ont choisi de s'unir pour répondre à d'immenses défis, entre grave crise du capitalisme et menace fasciste. De grandes avancées sociales – congés payés, quarante heures, conventions collectives – ont été arrachées dans un rapport de force intense. Mais dans le même temps, les gouvernements ont dû céder aux besoins de la défense nationale ; face au soulèvement franquiste, ils ont choisi de ne pas intervenir en Espagne ; et ils n'ont pas davantage remis en cause le joug colonial. Loin des légendes qui entourent le Front populaire, ce livre en propose une lecture lucide et originale, analysant sa complexité.

À partir de sources foisonnantes qui permettent une histoire vivante et incarnée, l'ouvrage restitue l'élan des grèves, la créativité populaire et la force des solidarités, mais aussi la répression, les obstacles et les contradictions. Il combine scènes locales, enjeux nationaux et internationaux pour évoquer des contraintes sociales, économiques et géopolitiques aussi puissantes qu'inédites.

D'où le titre : " *La Bourse ou la vie* ". D'un côté, le Front populaire aspire à une vie plus juste, humaine et digne, comme un trésor qu'on chérit, un espoir pour la démocratie. D'un autre côté, il mène un bras de fer avec la Bourse et les puissances financières ; il est soucieux de relance économique, par l'encouragement aux investissements. Cette tension est au cœur du livre, à la manière d'un déchirement. Une histoire profondément renouvelée, qui nous parle aussi d'aujourd'hui.



« Les 2 et 3 juin, ce sont des entreprises appartenant à l'industrie chimique, à l'alimentation, au textile, aux industries graphiques, à l'ameublement qui sont paralysées par la grève et occupées (...) Le 4 juin, les grèves s'étendent encore : les camionneurs, la distribution des journaux, les restaurants et hôtels, le livre, la serrurerie, l'orfèvrerie, la distribution d'essence, les laboratoires pharmaceutiques, l'habillement, le bâtiment, le gaz, l'agriculture (...) Partout où elles éclatent, les grèves s'accompagnent d'occupation, partout elles rassemblent la quasi-totalité du personnel ; partout elles sont immédiatement appuyées par la sympathie active de la population (...) Le désordre apparent des mouvements dispersés peut se transformer en une manifestation puissante, en un mouvement général dont les conséquences seront peut-être redoutables. »

La réalité de juin 1936 que nous fait découvrir cet ouvrage est bien différente de la version forgée par les dirigeants des partis du Front populaire, et reprise par leurs héritiers politiques. Jacques Danos et Marcel Gibelin montrent que ce ne fut pas le gouvernement du Front populaire de Léon Blum qui accorda à la classe ouvrière les 40 heures, les congés payés, le droit d'élire des délégués, ou les importantes augmentations de salaires. Tout cela fut arraché par la grève.

Les accords Matignon ne furent pas un cadeau offert à la classe ouvrière pour la récompenser d'avoir bien voté, mais un contre-feu mis en place à la hâte par le patronat et le gouvernement Blum soutenu par la CGT et les partis de gauche, animés par une même préoccupation : tenter de ramener dans son lit le torrent de la grève. Ils y réussirent, mais difficilement.

Ce livre a été édité pour la première fois en 1952. Son intérêt est d'abord historique. Les auteurs ont su nous faire revivre cette période et le mouvement gréviste de manière enthousiasmante et détaillée. Tous ceux qui sont partie prenante des combats des travailleurs y retrouveront l'atmosphère, l'élan de ce grand moment du mouvement ouvrier. Ils y trouveront aussi des leçons qui éclairent la période actuelle.

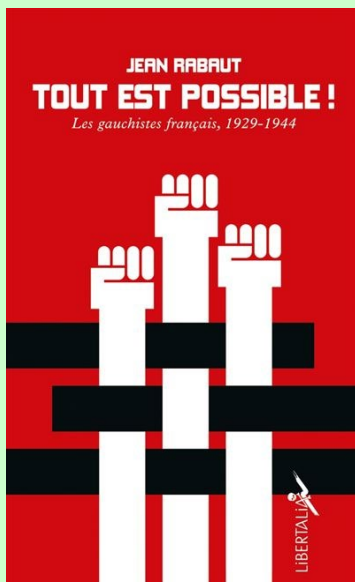


En mai-juin 1936, une vague de grèves spontanées éclate en France, juste après la victoire électorale du Front populaire. Elle atteint son apogée le 11 juin avec près de deux millions de grévistes dans la plupart des secteurs de l'industrie, mais aussi dans les bureaux et les grands magasins.

La revue syndicaliste *La Révolution prolétarienne* publie alors, sous pseudonyme, un article devenu célèbre de Simone Weil qui donne tout à la fois une description accablante de la condition ouvrière dans la métallurgie – le secteur le plus en pointe dans le conflit – et un éclairage inégalé sur la nature et le climat de ces grèves en soulignant leur caractère inédit : les occupations d'usines.

Dans les semaines qui suivent, Simone Weil continue à commenter l'actualité sociale, en pointant, dès le mois de juillet, le rôle du gouvernement dans le recul des grèves et en proposant une revendication pérenne pour s'y opposer : le contrôle ouvrier.

En reprenant trois articles rédigés in situ, il s'agit non seulement de mettre en avant la lucidité et le génie d'un philosophe qui n'hésita pas à se faire ouvrière pour comprendre, de l'intérieur, une condition sur laquelle intellectuels et révolutionnaires dissertent sans la vivre, mais de rappeler que la grandeur et l'importance des combats ouvriers résident avant tout dans l'invention de nouveaux moyens de lutte pour combattre l'aliénation et l'exploitation..



« *Qu'on ne vienne pas nous chanter des airs de berceuse : tout un peuple est désormais en marche, d'un pas assuré, vers un magnifique destin [...]. Nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de l'histoire. Alors, puisque TOUT est possible, droit devant nous, en avant, camarades !* » (Marceau Pivert, 27 mai 1936).

*Tout est possible !* a été publié en 1974. Jean Rabaut, journaliste et historien progressiste, s'y livre à une vaste monographie d'une génération, celle qui eut 20 ans au cours des années 1930. Partant de son propre engagement au sein de l'aile gauche de la SFIO, il analyse rétrospectivement et à la première personne, non sans talent littéraire, toutes les familles politiques qui constituaient la gauche radicale de cette période. Sont ainsi largement évoqués les groupes trotskistes, luxemburgistes, socialistes pivertistes, libertaires, d'ultragauche, etc. Cette plongée in situ dans les rangs révolutionnaires permet de revivre les heurs et malheurs d'une génération qui connut successivement la montée des fascismes, l'espoir lié aux Fronts populaires, la défaite de l'Espagne républicaine, le naufrage de 1940 et enfin la Résistance.



La manifestation d'extrême droite à caractère insurrectionnel du 6 février 1934 provoque une réponse immédiate des partis de gauche, qui décident de s'allier afin de ne pas subir le sort des Italiens et des Allemands, défaits par le fascisme mussolinien et le national-socialisme. Ce rassemblement mène à la victoire électorale du Front populaire en mai 1936, immédiatement suivie d'un mouvement de grève sans précédent qui débouche sur l'obtention de nombreux droits..

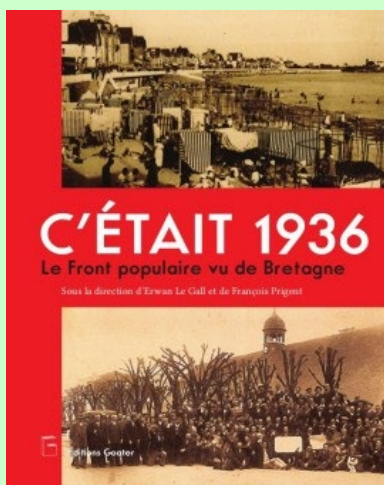
Matthias Bouchenot aborde dans cet ouvrage un angle mort de l'histoire des années 1930 : celle des groupes d'action et des groupes d'autodéfense de la SFIO (Parti socialiste), principalement dans la fédération de la Seine. Embryon d'armée révolutionnaire pour les uns, simples groupes chargés d'assurer la sécurité des cortèges, des meetings et des chefs politiques pour les autres, les « Jeunes Gardes socialistes » (JGS) et les « Toujours prêts pour servir » (TPPS) refusaient de laisser la rue aux ligues d'extrême droite et rêvaient de vivre des lendemains qui chantent. Constituant l'aile gauche de la SFIO, ouverts aux tendances communistes révolutionnaires (trotskistes, luxemburgistes), proches des libertaires, les TPPS et les JGS incarnent l'image la plus éloquente du « Front populaire de combat ».



Dans le Midi, comme partout en France, «1936» fut de courte durée. La guerre d'Espagne divisa fortement les partis politiques et l'opinion. Léon Blum se rallia à la non-intervention, une grande partie des socialistes et des radicaux suivirent le chef du gouvernement alors que la PCF s'y opposa. L'union politique prit fin à ce moment-là.

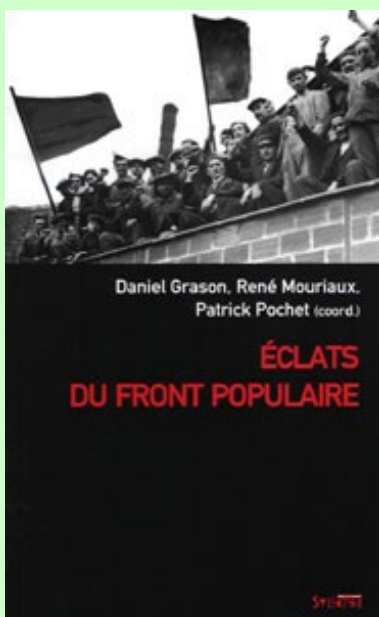
Violette Marcos, spécialiste de l'histoire des mouvements sociaux et Progreso Marin, écrivain né à Toulouse de parents exilés, nous brossent ici une fresque historique de la crise des années 30 avec ses mouvements sociaux dans un midi rose, au coup d'état de Franco, le 18 juillet 1936, suivi de l'explosion du Front Populaire et l'engagement des syndicats auprès des républicains espagnols.

Cet ouvrage très documenté, illustré avec des photographies d'époque constitue un témoignage incontournable de l'histoire du Midi de la France à l'entre deux guerres.



1936, une date profondément ancrée dans la conscience collective, avec son cortège d'images symboliques, entre grèves et congés payés. Les décalages entre les représentations mémorielles et les acquis historiographiques récents invitent à interroger le « moment Front populaire », à la fois alliance partisane, confrontation de la gauche à l'exercice du pouvoir et période de profonds bouleversements sociétaux.

Perçue comme unanimement conservatrice, la Bretagne est un révélateur précieux de ce qu'était 1936. Espace pluriel, entre Haute et Basse Bretagne, Bretagne bleue, rouge et blanche, la péninsule armoricaine témoigne de ce que le Front populaire ne concerne pas que les grands centres ouvriers tels que Brest ou Lorient mais traverse des milieux aussi divers que les campagnes du Trégor ou les anciens combattants en Ille-et-Vilaine. Réunissant des contributions portant un regard pluriel sur le Front populaire en Bretagne, ce volume entend faire le point sur l'état des connaissances et poser des jalons pour les recherches à venir.



Que reste-t-il du Front populaire ? Quelques images fortes se sont fixées dans la mémoire collective: les congés payés avec ses départs en tandems et en trains, les 40 heures, les usines en grève, les bals pendant les occupations des usines... Les 1000 jours du Front populaire font partie de l'histoire sociale et politique de la France. Les conquêtes ouvrières marquent et structurent durablement l'histoire humaine et industrielle du pays. La «guerre froide» et la politique des blocs ont refoulé les souvenirs et le vécu des luttes unitaires d'avant-guerre. Pourtant, au gré des circonstances politiques le Front populaire est appelé à la rescousse: en 1956 lors des élections législatives, en 1968 lors des «événements», en 1981 avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, en décembre 1995 quand le gouvernement Juppé est mis à mal, en 2005 après la victoire du « non » au traité constitutionnel européen.

Ce Front populaire de combat, symbolique et mythifié, surgit des cendres du passé. Peut-il éclairer les chemins d'aujourd'hui? Les puissantes mobilisations pour l'abrogation du CPE ouvrent la voie, elles aussi, à des mouvements sociaux nouveaux porteurs d'espoir.

L'ouvrage enrichit la connaissance du Front populaire par deux approches. Il s'attache à cerner la situation sur le plan local avec l'examen de la réalité des luttes sociales dans plusieurs villes de la banlieue de Paris, Colombes, Asnières, Saint-Ouen, Clichy, Gennevilliers, singulièrement de Nanterre, et de Marseille.

Des thèmes transversaux sont aussi examinés: la place des femmes, le jazz, l'antifascisme, le colonialisme, l'immigration, l'analyse économique. Chronologie et documents font de ce livre à la fois une mise en perspective originale des grèves de 1936, des réformes, des échecs et des impuissances, notamment en politique internationale.